



# JUSTICE SABORDÉE, CHANGEONS DE CAP!

**49<sup>e</sup> CONGRÈS DU SAF**

11, 12, 13 NOVEMBRE - MONTPELLIER



**RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS**

Syndicat des avocats de France

Tél : 01 42 82 01 26 - saforg@orange.fr

[www.lesaf.org](http://www.lesaf.org)



# SOMMAIRE

- 01** Edito
- 02** Chiffres clés 2021/2022
- 03** Les instances
- 04** Nos élus
- 05** Rapport d'activité
- 06** Les formations
- 07** Les recours
- 08** Remerciements

L'année 2022 aura vu la réélection d'un Président qui n'a plus rien de disruptif pour employer un mot qui lui est cher, et la reconduction d'un Ministre de la justice, qui, espérons - le, aura à coeur d'engager un dialogue avec notre syndicat et sera à l'écoute de nos nombreuses propositions.

Il nous est promis une réparation de la Justice, pour la « rendre aux citoyens ». Si nous ne pouvons que saluer les constats dressés par le comité des Etats Généraux de la Justice présidé par Jean Marc Sauvé, force est de constater que nous sommes encore loin de voir le navire voguer sans encombre.

Nous sommes à bord, sûrement mal embarqués, mais décidés à tenir la barre et prêts à changer de cap si besoin.

La justice est l'affaire de toutes et tous, et ne peut être laissée aux seuls politiques, mais il est parfois difficile de se faire entendre. Il devient pourtant urgent de redresser la barre, car il serait illusoire de croire comme l'a énoncé Jean Marc SAUVE « que la justice seule peut préserver son office et garantir son indépendance ».

Incontestablement, nous, les avocates et avocats, pouvons servir de boussole face aux dérives d'une société qui penche et tangue de plus en plus vers des idées extrêmes. Nous combattons contre ces idées, face à une crainte, qui ne nous cachons pas, n'est pas de l'ordre du fantasme, de voir notre pays basculer vers les extrêmes. D'autres pays d'Europe – y compris ceux que l'on pensait préservés de ces dérives – l'ont fait, et la France, si elle est le pays de la déclaration des droits de l'homme, pourrait ne pas résister si longtemps à cette vague.

Notre syndicat a une histoire et une légitimité qui peuvent en faire un acteur ou un interlocuteur incontournable des mouvements sociaux qui irriguent notre société.

Et comme nous sommes souvent pessimistes par l'intelligence mais optimistes par la volonté, nous serons toujours sur le pont et prêts à hisser les voiles à chaque Nouvelle Vague de Progrès.



# CHIFFRES CLÉS

## 2021/2022



Des adhérent-es réparti-es dans **74** barreaux

**150** nouveaux adhérents en 2022



**36** sections locales

**9** élu-es au CNB  
et **20** élu-es à la CNBF



**15** commissions thématiques

**2** salariées  
**2** stagiaires



**43** communiqués de presse

Nombreux recours



**2** Lettres du SAF distribuées à plus de **29 000** avocat.es

# LES INSTANCES

## Le Conseil Syndical

Ophélie BERRIER (33)

Antoine BON (67)

Patricia BOUGHAMNI-PAPI (06)

Loïc BOURGEOIS (44)

Julie BROCA (31)

Céline CARRU (13)

Antoine CHAUDEY (59)

Éléna DE GUÉROULT D'AUBLAY (95)

Ludivine DENYS (59)

Florence DOLE (67)

Claire DUJARDIN (31)

Thomas FOURREY (69)

Meriem GHENIM (93)

Catherine GLON (35)

Bienvenue GOMIS (38)

Déborah GUILLANEUF (63)

Mélie KUDAR (78)

Xavier LAURÉOTE (91)

Virginie MARQUES (93)

Amélie MORINEAU (75)

Nawel OUMER (75)

Sonia PLAZOLES (31)

Juan PROSPER (75)

Jean-Pierre RIBAUT

PASQUALINI (2B)

Maude SAVEY (94)

Marie SAVOYE (76)

Vincent SOUTY (76)

Carole SULLI (75)

Pascale TAELEMAN (94)

Léa TALRICH (13)

## Le Bureau

Claire DUJARDIN  
Présidente

Nawel OUMER  
Trésorière

Thomas FOURREY  
Secrétaire général

Vincent SOUTY

Julie BROCA

Loïc BOURGEOIS

Estellia ARAEZ

# LES ÉLU.ES AU CNB



**Maya Assi, Hauts de Seine**

- Commission Textes
- Commission statut professionnel de l'avocat



**Florian Borg, Lille**

**Secrétaire du CNB**



**Amine Ghenim, Bobigny**

- Commission Formation professionnelle
- Commission Textes



**Caroline Mecary, Paris**

- Commission Textes
- Commission Règles et Usages



**Florence Nèple, Lyon**

**Présidente de la  
Commission Egalité**



**Grégoire Niango, Nancy**

**Responsable du CREA**

- Commission Prospectives
- Commission Collaboration



**Nawel Oumer, Paris**

- Commission Egalité
- Commission Textes
- Groupes Mineurs & MARD



**Laurence Roques, Val-de-Marne**

**Présidente de la  
Commission LDH**



**Gérard Tcholakian, Paris**

- Commission LDH
- Commission Règles et usages

## Famille

- ⇒ Participation aux Etats Généraux du droit de la famille
- ⇒ GT sur l'intermédiation des pensions alimentaires
- ⇒ Analyse des PJ loi changement de nom, violences intra-familiales
- ⇒ Travail sur les délais JAF dans les juridictions

## Pénal

- ⇒ GT sur les conditions indignes en GAV
- ⇒ Participation à l'élaboration PPL surpopulation carcérale
- ⇒ Colloque sur l'expertise
- ⇒ Journée d'études sur l'amende forfaitaire délictuelle
- ⇒ Analyse et Contentieux PJ loi confiance justice

- ⇒ Adhésion à la Maison des Lanceurs d'alerte

## Social

- ⇒ GT sur les barèmes Macron : intervention volontaire du SAF devant la Cour de cassation et mise à jour de l'argumentaire
- ⇒ Création d'une sous-commission chômage et enquêtes internes
- ⇒ Diagnostic sur les CPH en France, préconisations sur les réformes à mener et GT sur les modalités d'actions contre l'Etat en raison des délais
- ⇒ Journée d'échange sur les pratiques professionnelles
- ⇒ Travail avec la commission environnement sur les actions contre l'Etat



Mobilisation devant le CNDA

## Etrangers

- ⇒ GT sur la dématérialisation des demandes de titre de séjour et plateforme ANEF
- ⇒ Participation aux travaux sur la simplification du contentieux des étrangers
- ⇒ Analyse du rapport sur la mission parlementaire sur les migrations
- ⇒ Assistance et conseil aux réfugiés ukrainiens



Mobilisation moyens pour la justice

## Mobilisations

- ⇒ Soutien à la tribune des 3000
- ⇒ Blouses blanches, robes noires

## Exercice professionnel

- ⇒ Création d'un GT prospectives Travail sur le PJ confiance justice
- ⇒ Participation à la commission accès au droit du CNB sur l'AJ garantie et la plateforme dématérialisée
- ⇒ Travail sur la justice numérique



Blouses blanches et robes noires

## Egalité

- ⇒ GT sur le harcèlement et les discriminations
- ⇒ Participation au collectif sur l'application de la loi séparatisme
- ⇒ Colloque sur les discriminations en raison des origine
- ⇒ GT sur le port de signes distinctifs avec la robe

## AED

- ⇒ Vice-présidence de l'AED
- ⇒ Observation des procès en Turquie
- ⇒ Journée de l'avocat en danger



Procès en Turquie

## Environnement

- ⇒ Colloque sur la santé et les pollutions lourdes
- ⇒ Indépendance de la justice administrative
- ⇒ Campagne zéro phtalate sur les perturbateurs endocriniens
- ⇒ Travail avec la commission sociale sur les actions contre l'Etat

- ⇒ Audition par le comité SAUVE sur les EGJ

## Mineurs

- ⇒ Création et membre actif de l'Observatoire du CJPM
- ⇒ Participation aux outils sur la situation des mineurs incarcérés
- ⇒ Colloque sur l'assistance éducative
- ⇒ Analyse et auditions sur la loi Taquet
- ⇒ Formations sur le CJPM



Sortie du Livret justice

## MARD

- ⇒ Création d'un groupe de travail

## Collaboration

- ⇒ Mise à jour du guide du jeune collaborateur
- ⇒ Travail sur un guide de la parentalité
- ⇒ Contributions en matière de propositions de sanction disciplinaire

# LE SAF EST ACTIF

Le SAF est représenté dans de nombreux collectifs ou participe à des actions collectives, avec ses partenaires.

• **O.LN.**  
**Observatoire des Libertés numériques** •

• **O.E.E**  
**Observatoire de l'Enfermement des Etrangers** •

• **Les Observatoires des pratiques policières et libertés publiques** •

• **Collectif Justice des enfants - Observatoire du CJPM** •

• **Collectif PJJ principes républicains** •

• **Collectif Prison Justice** •

• **Membre CFCPI (Coalition française pour la Cour Pénale Internationale)** •

• **Intersyndicales Justice** •

# LE LIVRET JUSTICE

Au travers de ce livret, nous avons dressé des constats et formulé des propositions, afin d'améliorer le service public de la Justice, pour un accès effectif de tous les justiciables à leurs droits, pour consolider la place de la défense et du contradictoire dans la procédure pénale, pour renforcer et protéger les libertés publiques, pour une justice sociale.



POUR UNE JUSTICE AU SERVICE DE TOUTES ET TOUS

WWW.LESAF.ORG

## SOMMAIRE

<b>&gt;&gt;&gt; ACCÈS AU DROIT</b> .....	<b>6</b>	<b>&gt;&gt;&gt; CIVIL</b> .....	<b>37</b>
Augmentation du budget de l'aide juridictionnelle .....	7	La crise sanitaire, un révélateur .....	38
Maillage territorial .....	7	Fonctionnement de la justice et ses moyens .....	39
Effectivité du droit pour toutes et tous .....	8	Audience .....	41
		Modes alternatifs de règlement des différends .....	41
<b>&gt;&gt;&gt; PÉNAL</b> .....	<b>10</b>	<b>&gt;&gt;&gt; DROIT ENVIRONNEMENT</b> .....	<b>42</b>
Renforcement des garanties procédurales .....	11	Enrayer la dégradation des nomenclatures environnementales .....	43
Clarification du statut du ministère public .....	12	Créer une législation sur la protection des sols et des sous-sols .....	44
Opposabilité du secret professionnel .....	12	Lutter contre les dommages irréversibles .....	44
Cours criminelles .....	13	Améliorer le droit pénal de l'environnement .....	44
Opposition à l'extension des régimes d'exception .....	13	Droit à l'information environnementale .....	45
Politique pénitentiaire .....	14	Réduire les carences budgétaires .....	45
<b>&gt;&gt;&gt; SOCIAL</b> .....	<b>18</b>	Renforcement des procédures juridictionnelles .....	46
Faciliter l'action en justice collective .....	19	Fiscalité environnementale et comptabilité publique .....	46
Simplifier l'accès à la justice prud'homale .....	21	<b>&gt;&gt;&gt; DISCRIMINATION</b> .....	<b>47</b>
Réparer le préjudice au titre du licenciement abusif .....	22	Procédure d'action de groupe en matière de discriminations .....	48
Rendre effectifs les droits des chômeurs .....	24	Protection des libertés associatives en matière de lutte contre les discriminations .....	49
Contentieux de la sécurité sociale à la hauteur des enjeux .....	25	<b>&gt;&gt;&gt; POLICE</b> .....	<b>51</b>
<b>&gt;&gt;&gt; MINEURS</b> .....	<b>27</b>	Garde à vue : encadrement, droits effectifs et dignité .....	52
Favoriser et développer les moyens pour la prévention .....	28	Contrôles d'identité : récépissé et identification .....	53
Protection de l'enfance .....	28	Technopolice : caméras et surveillance .....	54
Justice pénale des mineurs .....	30	Techniques d'interpellation et usage des armes : il est urgent d'y mettre fin .....	55
Mineurs non accompagnés .....	31	Politique pénale et sécurité intérieure .....	56
<b>&gt;&gt;&gt; ÉTRANGERS</b> .....	<b>32</b>	Maintien de l'ordre : aller vers la désescalade .....	57
Simplification des démarches administratives .....	34		
Procédure simplifiée et respectueuse des droits .....	35		
Droits fondamentaux garantis .....	36		
Fin de la maltraitance institutionnalisée .....	36		

### Extrait de l'article Dalloz : "Avocats, magistrats : comment les organisations représentatives ont préparé l'élection présidentielle"

"le Syndicat des avocats de France (SAF) a publié un livret Justice 2022 de 33 pages. L'organisation syndicale y développe ses idées sur neuf thèmes principaux – par exemple la justice des mineurs, les discriminations ou la police. Soit, en résumé, trois axes prioritaires: il s'agit d'abord, expliquent-ils, de « rompre avec une conception sécuritaire de la justice et du droit ». Le SAF rappelle ensuite « la nécessité de doubler le budget de la justice ». Avant enfin d'insister sur le besoin « de repenser l'aide juridictionnelle de manière à rendre effectif l'accès au droit et à la justice pour tous »."

# LES FORMATIONS

LE SAF EST UN  
ORGANISME DE  
FORMATION  
CERTIFIÉ  
QALIOPI

Décembre 21

⇒ Colloque Droit social : Les enquêtes en droit du travail

Avril 22

⇒ Université SAF SM SNJ : le temps de la démocratie

Octobre 22

⇒ Colloque droit des étrangers  
⇒ Journée sur l'amende forfaitaire délictuelle  
⇒ Colloque droit de l'environnement  
⇒ Formations Harcèlement et Discrimination

Février 22

⇒ Formation sur les violences pénitentiaires avec l'A3D et l'OIP

Juin 22

⇒ Cadre juridique applicable aux lanceurs et lanceuses d'alerte

⇒ Journée de l'avocat menacé à Montpellier

Janvier 22

Le printemps du SAF à Marseille :

⇒ Le droit des étrangers troublé par l'ordre public  
⇒ Licenciement économique et instrumentalisation des crises  
⇒ Colloque de défense pénale : "les experts à Marseille, le doute est-il encore permis ?"

Mai 22

⇒ Les outils numériques au pénal  
⇒ Colloque : racisme et discriminations liées à l'origine  
⇒ Le CJPM, du texte à la pratique

Mars 22

⇒ Comment s'approprier la médiation dans nos pratiques professionnelles ?  
⇒ Colloque droit des mineurs : "L'éducatif en quête d'assistance"

Septembre 22

# RECOURS

Le SAF a formé de nombreux recours et porté plusieurs interventions volontaires en 2022 et devant plusieurs juridictions, pour défendre les intérêts professionnels des avocates et avocats, leurs conditions d'exercice et leur indépendance, ainsi que les droits et les libertés fondamentales. En voici quelques-uns.

## 1

### Recours contre le décret FNAEG

Recours en annulation contre le décret n° 2021-140 du 29 octobre 2021 modifiant les dispositions du CPP relatives au fichier national automatisé des empreintes génétiques - QPC déposée sur la conformité des dispositions de l'article 706-54-1 du CPP en tant qu'elles prévoient que la demande d'effacement anticipé ne peut être présentée par les personnes visées au 1er alinéa de l'article 706-54 qu'au terme d'un délai incompressible au droit au respect de la vie privée.

## 2

### Recours contre le contrat d'engagement républicain

Recours intersyndical (Solidaires, FSU, SM, SAF, GISTI, DAL, Utopia56) contre le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat.

## 3

### Recours contre le nouveau SNMO

Recours en annulation porté par le SAF, le SM, Solidaires et l'ACAT contre la mise à jour du schéma national du maintien de l'ordre publié le 16 décembre 2021 par le ministre de l'Intérieur, et en ce qu'il ne prévoit pas de garanties au bénéfice des observateurs, qu'il réglemente et autorise la technique d'encerclement.

## 4

### Loi relative à la responsabilité pénale et sécurité intérieure

Contribution extérieure auprès du Conseil Constitutionnel du SAF, SM, LDH et QDN sur la loi responsabilité pénale et sécurité intérieure, demandant la censure des articles relatifs à la création de nouveaux cas d'exclusion de l'irresponsabilité pénale en cas d'intoxication volontaire dans le dessein de commettre une infraction, et relatifs aux dispositions visant les MNA - Recours contre la circulaire du 28 mars 2022 qui porte application de la loi responsabilité et sécurité intérieure, concernant les mineurs non accompagnés

## 5

### Recours contre le barème Macron

Nombreux recours et interventions volontaires contre le barème d'indemnité prud'homale en cas de licenciement abusif, dit « barème Macron », devant plusieurs juridictions françaises. Le SAF a rédigé et diffusé un argumentaire pour porter des recours contre ces barèmes. Le SAF a porté une intervention volontaire dans le contentieux porté à la Cour de cassation.



## **QPC sur l'article 706-154 CPP**

Intervention volontaire au soutien de la QPC relative à la conformité de l'article 706-154 du CPP à la constitution, notamment le droit au respect de la vie privée et les droits de la défense, en ce qu'elles permettent la saisie de sommes d'argent déposées sur le compte bancaire d'un avocat, et le maintien de cette saisie, sans garanties procédurales spécifiques concernant la protection du secret professionnel de l'avocat .



## **QPC sur l'article 115 du CPP**

Intervention volontaire au soutien de la QPC relative à la conformité de l'article 115 du CPP tel qu'interprété par la Cour de cassation comme ne prévoyant l'envoi des convocations et notifications "qu'aux avocats nommément désignés par les parties, ce dont il se déduit que le juge d'instruction n'est tenu de délivrer un permis de communiquer qu'à ces derniers" aux droits de la défense et au principe d'égalité devant la justice .



## **Recours et interventions volontaires sur les conditions indignes dans les lieux de détention**

A bordeaux (Maison d'arrêt de Gradignan), à Toulouse (Maison d'arrêt de Seysses), à Marseille (Centre pénitentiaire des Beaumettes), le SAF a formé des recours ou des interventions volontaires au soutien de référés contre l'Etat, afin qu'il soit enjoint de prendre des mesures pour mettre fin aux conditions indignes en détention. A Marseille et à Lille, un travail pré-contentieux est en cours concernant les commissariats.



## **Recours contre le décret certificat de nationalité française**

Recours contre le décret n°2022-899 du 17 juin 2022 relatif au certificat de nationalité française, déposé avec l'ADDE, le GISTI afin de contester notamment les dispositions imposant la communication du récépissé de dépôt par voie électronique, l'acte de constitution d'avocat qui emporte domicile et impose à l'avocat de se charger des notifications.



## **Recours contre la dématérialisation des demandes de titres de séjour**

Nombreux recours contre les décisions des préfectures de mise en place de téléservice pour dématérialiser le dépôt des demandes de titre de séjour - recours contre le décret n° 2021-213 du 24 mars 2021 relatif à la mise en place d'un téléservice pour le dépôt des demandes de titres de séjour.

# REMERCIEMENTS

L'activité du Syndicat des Avocats des France n'est pas le fruit d'une pensée solitaire. C'est le résultat d'une année de travail collectif, une pensée commune du conseil syndical et des commissions, une pensée élaborée mais qui s'est enrichie des apports de chacun et chacune, dans le respect de la parole de l'autre, l'amitié et la fraternité.

Nous tenons à remercier vivement le travail réalisé par les commissions du SAF et l'engagement des responsables qui les animent et les font vivre, sans qui le travail syndical et les recours portés par le syndicat ne pourraient voir le jour. Un immense merci à **Carole Sulli et Elisabeth Audouard** (commission mineurs), à **Virginie Marques** (commission pénale), à **Aurélié Lebel et Fadela Houari** (commission famille), à **Vincent Souty et Elena De Gérault** (commission étrangers), à **Jean Louis Demersseman et Julie Broca** (commission accès au droit), à **Mélodie Kudar** (commission numérique), à **François Zind et Hélène Veyrieres** (commission environnement), à **Zoé Poncelet** (commission collaboration), à **Clara Gandin et Nathalie Golberg** (commission Discriminations), à **Pierre Bordessoule de Bellefeuille** (commission H.O), à **Savine Bernard** (commission sociale), à **Pascale Taelman** ( commission exercice professionnel).

Un grand merci à nos **élue.s au CNB et à la CNBF**, dans les **conseils de l'ordre**, aux **bâtonniers et bâtonnières SAF**, aux **président.es de sections**, aux élu.es dans les instances représentatives et en particulier à **Pierre-Etienne Rosensthiel**, qui alimentent la réflexion du Syndicat, participent aux débats et apportent un éclairage précieux et indispensable au syndicat.

Nous remercions évidemment **Katarina Viard et Biliana Milenkoski**, salariées du Syndicat qui assurent le fonctionnement quotidien de notre "machine" collective, et les stagiaires qui ont passé du temps pour aider et alimenter nos débats.

Nous renouvelons notre confiance et remercions chaleureusement nos avocat.es au Conseil, **Paul Mathonnet, Manuela Grevy, Alice Meier Bourdeau, Olivier Coudray**, qui portent nos recours avec intelligence, compétences et professionnalisme.

Un chaleureux remerciement à **Simone Brunet** pour son regard aiguisé de lectrice et sa rigueur, permettant que *La Lettre* du SAF puisse paraître deux fois par an.

Enfin, un remerciement fraternel aux organisations, collectifs et syndicats avec lesquels nous travaillons et avec qui nous partageons nos combats, nos défaites et nos victoires, dans la joie et la bonne humeur.

Bon congrès,

Le Bureau.